



13 février 2007

Centre d'Information sur les Renseignements  
et le Terrorisme au Centre d'Etudes Spéciales (CES)

## **Les porte-parole du Hamas affirment que l'Accord de La Mecque ne reconnaît pas Israël. Alors que cet Accord ne répond pas aux demandes du Quartet, Abu Mazen et le Hamas espèrent toutefois pouvoir le "vendre" à la communauté internationale avec l'aide de l'Arabie Saoudite.**

---

1. Le Hamas dans son ensemble, et ses multiples porte-parole, ont salué l'Accord de La Mecque et ont fait part de leur intention d'en appliquer le contenu et les intentions. Le Hamas a déclaré espérer que l'Accord mènera à une réconciliation palestinienne interne et lui permettra de **placer ses ressources au profit du conflit avec Israël** (Site Internet du Hamas, 9 février).

2. **Khaled Mashaal**, le chef du bureau politique du mouvement, a déclaré que le Hamas était astreint au contenu de la lettre de nomination du nouveau gouvernement, qui lui impose de respecter les accords déjà signés par l'OLP avec Israël. Il a même qualifié cela de "nouveau langage diplomatique" adopté par le Hamas face à un "besoin national." Toutefois, il a précisé que le Hamas n'avait pas modifié sa position fondamentale et que "chaque faction conserve ses propres opinions politiques" (Agence France Presse, 9 février).

3. Dans plusieurs interviews, Khaled Mashaal et d'autres porte-parole du mouvement ont déclaré que **l'Accord de La Mecque ne faisait pas référence à la reconnaissance d'Israël et ont affirmé que le Hamas n'avait aucune intention de reconnaître l'Etat hébreu :**

A. Interrogé par un journaliste d'Al-Hayat sur la question de savoir si le respect des accords signés par l'OLP signifiait la reconnaissance d'Israël, **Khaled Mashaal** a déclaré que la question de la reconnaissance de l'Etat hébreu n'avait pas été abordée à La Mecque (Al-Hayat, 10 février).

B. **Nizar Rayan**, activiste important du mouvement dans la bande de Gaza a affirmé que le Hamas ne reconnaîtrait jamais Israël et que l'Accord de La Mecque ne prévoyait aucun changement de la politique du mouvement (Reuters, Bande de Gaza, 9 février).

C. **Ismail Radwan**, porte-parole du Hamas, a déclaré que "l'Accord signé à La Mecque ne signifie pas la reconnaissance de l'entité israélienne." La position du Hamas, a-t-il ajouté, consiste en la "non-reconnaissance de la légitimité du mouvement sioniste." Il a précisé que la position du gouvernement du Hamas sur la question était basée sur le "document de réconciliation nationale" (cf., le document des prisonniers), qui ne reconnaît pas "l'entité sioniste" (Agence France Presse, 9 février).

D. **Ahmad Yussuf**, conseiller d'Abu Mazen, a été interrogé sur la requête du Quartet concernant la reconnaissance d'Israël. Il a répliqué que le Hamas ne reconnaissait pas l'Etat hébreu et que la plate-forme du prochain gouvernement n'inclurait pas sa reconnaissance (Télévision Al-Jazeera, 10 février).

4. Bien que l'Accord de La Mecque ne réponde pas aux requêtes du Quartet, ses signataires espèrent qu'**une campagne de propagande massive, avec le soutien de l'Arabie Saoudite, permettra de le plébisciter auprès de la communauté internationale :**

A. **Abu Mazen** a déclaré au journal Al-Hayat qu'il espérait que "le nouveau gouvernement allait recevoir la reconnaissance internationale afin de paver la voie à la fin du siège," et a ajouté "qu'un grand effort était

requis de la part des Palestiniens et des Arabes afin d'inciter la communauté internationale à accepter l'Accord de La Mecque..." (Al-Hayat, 10 février). Le Comité information du Fatah a publié un communiqué précisant qu'Abu Mazen avait envoyé une circulaire aux représentants palestiniens dans le monde entier affirmant "nous allons lancer une vaste campagne politique pour ôter le siège imposé à notre peuple et à l'Autorité Palestinienne..."

B. **Ghazi Hamad**, le porte-parole du gouvernement du Hamas a déclaré au sujet de l'accord : "**Nous avons décidé avec les Saoudiens de plébisciter cet accord sur la scène internationale.** Nos frères [saoudiens] sont en contact constant avec les **Américains et les Européens** et je crois qu'il y a une possibilité de plébisciter cet accord" (Reuters, La Mecque, 9 février).